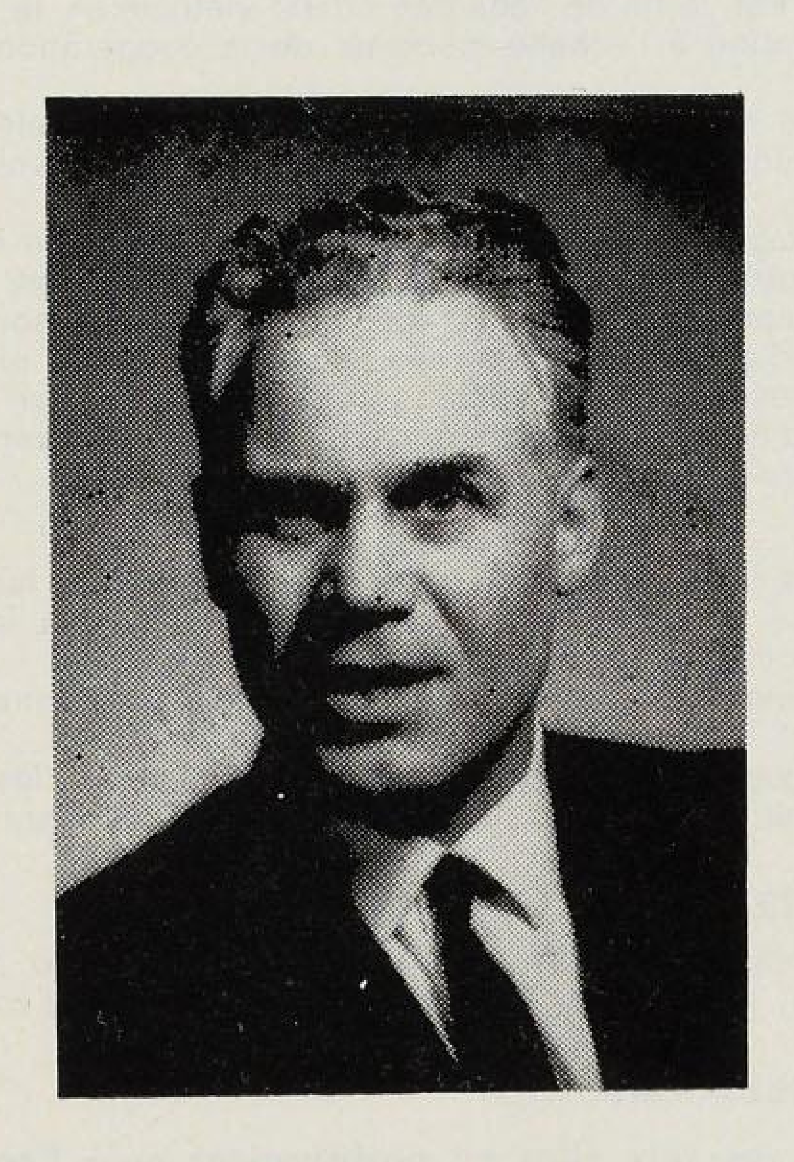
Vème REPUBLIQUE



Jean FAVRE

Maire de Langres

Conseiller général

•

Candidat représentant le Comité d'action pour la Ve République

•

Le 18 novembre 1962 :

Candidat aux élections législatives, j'avais alors écrit : OUI à la Ve République, OUI au Général de Gaulle dans l'équilibre des pouvoirs... OUI à une France stable et forte... OUI à une politique européenne sociale et familiale...

« Je le répète aujourd'hui ».

Le 19 décembre 1965 :

Au 2e tour des élections présidentielles, avec 62 % des Haut-Marnais, j'ai dit OUI avec la majorité qui élit le Président de Gaulle.

« Je reste aujourd'hui fidèle à ce choix ».

Le 6 février 1967 :

Je fais acte de candidature, présenté par le Comité d'Action pour la Ve République, par le général BOURGUND et ses amis du parti U.N.R. de la Haute-Marne.

Electeurs de 1962 ou de 1967 je demeure un homme libre, candidat non d'un **parti**, mais d'un **mouvement** afin d'assurer une **majorité** qui seule peut assurer la stabilité et la continuité :

— en face d'une opposition divisée,
— en face de positions mal définies,
— en face de la mauvaise humeur.



André **LUCIOT**

Maire de Dampierre
Conseiller Général
Agriculteur

Suppléant éventuel

votez stabilité. votez majorité

En 1965, la France a réélu le Général de Gaulle Président de la République. Cette élection signifie la volonté du pays de voir se poursuivre l'œuvre de la Ve République.

IL FAUT MAINTENANT ETRE LOGIQUE :

SUR LE PLAN NATIONAL :

Seule une majorité Ve République peut aider de Gaulle à poursuivre son œuvre :

— parce qu'elle sera loyale et unie sur les grandes options ;

— parce qu'elle engagera le dialogue dans un esprit de confiance avec le Gouvernement pour défendre au mieux vos intérêts.

Cette majorité soutiendra une politique qui apporte au pays :

LA PAIX que la France connaît, grâce à de Gaulle, pour la première fois depuis 1939, qui doit être consolidée dans le maintien de nos alliances, par la détente avec les pays de l'Est, la fin de l'absurde conflit vietnamien, la recherche du désarmement avec les puissances atomiques et une organisation à l'échelle mondiale de la coopération avec les pays sous-développés.

L'INDEPENDANCE, qui permettra à la France d'être maîtresse de ses destinées, responsable de sa défense, libre dans la conduite de son économie, et lui donnera les moyens de participer pleinement avec ses voisins à la construction de l'Europe économique et politique.

LE PROGRES, fondé sur une politique d'expansion dans la stabilité, impliquant une monnaie forte et un budget en équilibre, et permettant, dans le cadre du Plan, d'augmenter notre production, de rendre compétitifs notre industrie, notre agriculture et notre commerce, de réaliser les grands équipements collectifs dont notre pays a besoin, d'assurer le plein emploi et le développement du pouvoir d'achat, d'assurer l'accès aux études pour le plus grand nombre y compris les enfants inadaptés, de donner à la Jeunesse par la formation professionnelle, par une politique d'équipements sportifs, de développement des loisirs, d'échanges internationaux, tous les moyens de se préparer à l'avenir, d'améliorer le niveau de vie des travailleurs, des femmes et des vieux.

SUR LE PLAN LOCAL :

Je me propose en liaison avec les élus locaux et grâce à mes rapports déjà bien établis et suivis avec les hommes responsables du gouvernement et des administrations centrales et préfectorales, de faire en sorte que la circonscription puisse bénéficier pleinement des réalisations de la politique de progrès de la Ve République.

Nos villes ont besoin de profiter de l'expansion générale, logements, équipements... ce sont des problèmes qui me sont familiers.

Agriculteurs, vous trouverez en Luciot un homme de la terre jugeant sainement vos difficultés car il les vit tous les jours. Il n'ignore rien de l'œuvre à poursuivre, il reconnaît les progrès et le travail en profondeur réalisés. Nous sommes l'un et l'autre à votre service.

IL N'Y A PAS D'ALTERNATIVE

En face de la majorité cohérente de la Ve République, des oppositions sont incapables de s'entendre pour gouverner, elles sont unies pour détruire ce qui existe mais elles ne peuvent pas construire. Si elles l'emportaient la France retomberait dans l'ornière dont de Gaulle l'a tirée.

VOUS NE LE VOULEZ PAS

Votez pour le Candidat de la Majorité, ne gaspillez pas vos voix elles ne profiteraient qu'à l'opposition.

TEXTE DU TELEGRAMME REÇU PAR M. JEAN FAVRE, LE 17 FEVRIER 1967

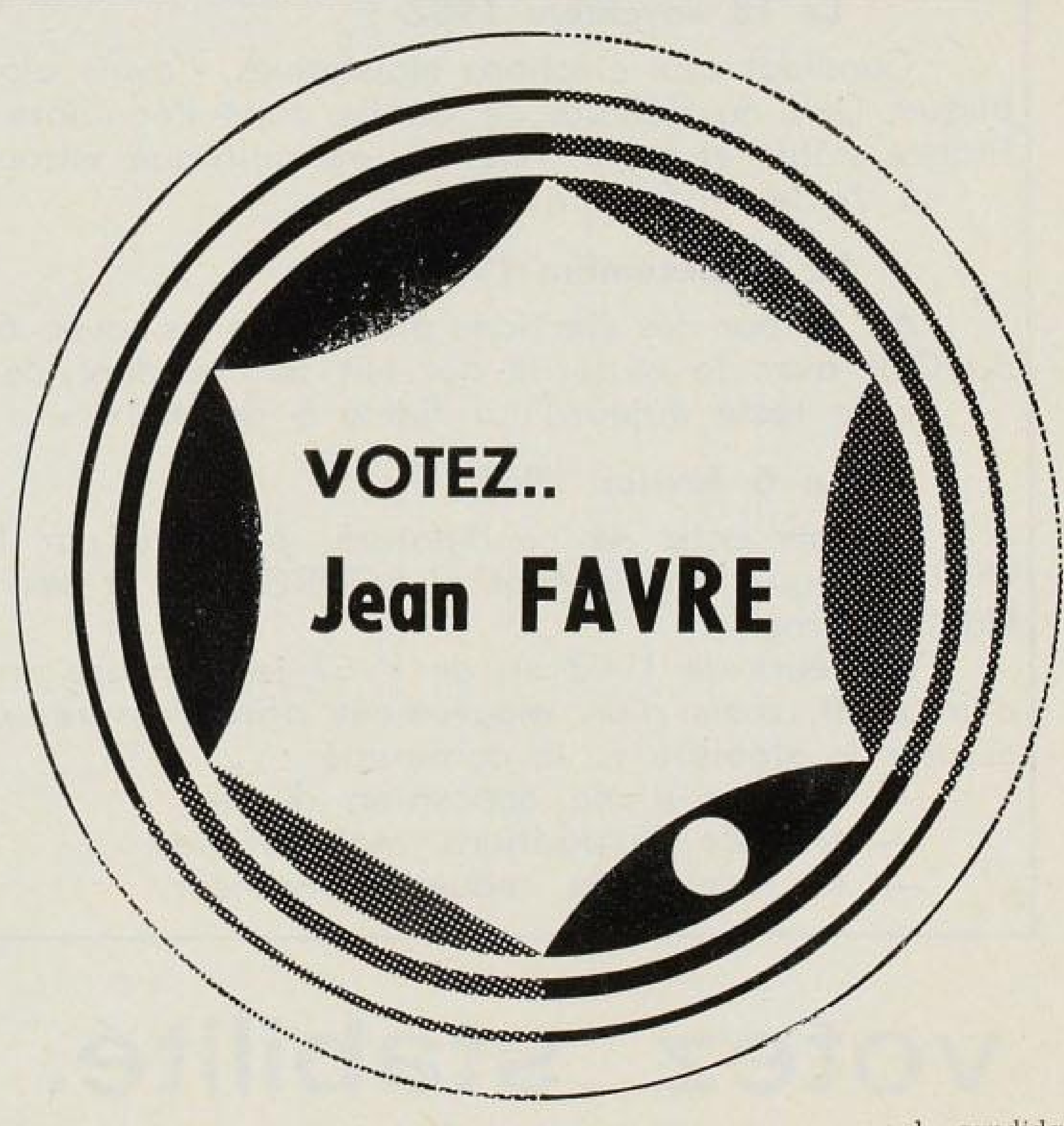
« Vous confirme que vous êtes seul candidat autorisé à se réclamer de l'investiture du Comité d'Action pour la Ve République. Toute autre candidature se réclamant de la Ve République doit être considérée comme de diversion ».

Signé :

Georges POMPIDOU,
Président du Comité d'Action.

Jacques BAUMEL,
Secrétaire Général de l'U.N.R.

Valéry GISCARD-D'ESTAING,
Président de la Fédération Nationale des Républicains indépendants.



Imprimerie de Champagne. — Langres.

vu le candidat